

« STOP

AUX CASSEURS... DE LA FONCTION PUBLIQUE »

Un usager n'est pas un client comme un autre, un fonctionnaire n'est pas un salarié comme un autre ! Protégeons notre fonction publique !

Non content de ne pas répondre aux légitimes aspirations de nos concitoyens qui, depuis 7 mois d'un mouvement social extraordinaire, demandent la justice fiscale et justice sociale face aux mesures iniques décidées depuis 2 ans par le Gouvernement (ordonnances « travail », baisse des APL, de la CSG, suppression de l'ISF, *flat tax*,...) : le Gouvernement s'enfoncé et s'attaque désormais à la fonction publique.

Généralisation de la contractualisation, fragilisation du statut, privatisation du Centre National de la Fonction Publique Territoriale, suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, ... Pour ceux qui jusqu'ici encore croyaient au « *en même temps* », Emmanuel Macron avec ce projet de loi de « transformation » de la fonction publique, se dévoile sans nul doute possible comme et *de droite, et de droite*.

Le dogme libéral de la concurrence, la croyance aveugle dans la sur-efficacité fantasmée du privé exigent la vente du bien commun, de la *chose publique* que nous avons tous reçus, nous citoyens, en partage !

Nos hôpitaux, nos casernes de pompiers, nos mairies, nos routes ou encore notre système judiciaire, c'est tout cela la République « au coin de la rue » chère à nos concitoyens, la République en acte et le liant d'une société qui garde au cœur l'importance du collectif.

Derrière ces services publics si Français, il y a des hommes et des femmes admirables par leur dévouement, par la conscience aigüe qu'ils ont de l'importance de leur mission. Parce que sans nos fonctionnaires il ne peut y avoir de services publics et sans services publics, la promesse d'égalité est une duperie !

Ne pas jeter sur la voie publique.



GAUCHE RÉPUBLICAINE & SOCIALISTE

Face à cette nouvelle offensive bien de droite, libérale jusqu'à sa propre caricature les organisations syndicales de la Fonction publique montrent la voie en faisant le choix de l'unité dans l'action et dans la durée, en appelant les citoyens et fonctionnaires à faire grève et à manifester le 9 mai.

A L'OPPOSÉ DE CE PROJET DE LOI QUE NOUS REJETONS COLLECTIVEMENT, LA GAUCHE RÉPUBLICAINE ET SOCIALISTE PROPOSE ET EXIGE DU GOUVERNEMENT :

- **LE RETRAIT DU PROJET DE LOI FONCTION PUBLIQUE.**
- **LE DÉGEL IMMÉDIAT DU POINT D'INDICE** de la Fonction publique et **L'AUGMENTATION DES SALAIRES DU PUBLIC ET DU PRIVÉ** sur la base du SMIC à 1 500€ net.
- **L'ARRÊT DES 120 000 SUPPRESSIONS DE POSTES ET DES FERMETURES DE SERVICES** publics conformément au moratoire promis aux français le 25 avril par Emmanuel Macron.
- **LE RECRUTEMENT DE FONCTIONNAIRES ET DES CRÉATIONS DE POSTES** pour répondre aux besoins de nos services publics (écoles, hôpitaux, inspection du travail, administration fiscale, collectivités).

La Gauche Républicaine et Socialiste se mobilise aux côtés des fonctionnaires unis pour s'opposer au Projet de loi présenté par le Gouvernement et la suppression de 120.000 postes dans la fonction publique.

Qui sommes-nous ?

La Gauche Républicaine et Socialiste (GRS) est un parti politique fondé le 3 février 2019, de la fusion de l'aile gauche du Parti socialiste et du Mouvement Républicain et Citoyen.

Animée par Emmanuel Maurel, député européen, et Bastien Faudot, conseiller départemental de Belfort, la GRS compte près de 4000 membres et plusieurs centaines d'élus. Elle prône la création d'un Nouveau Front Populaire, pour l'écosocialisme, une Europe au service des peuples et l'affirmation des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité.